

## LETTRE OUVERTE POUR LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC

### Table des hydrocarbures

15 juillet 2015

Voici quelques points que j'aimerais porter à votre attention et qui visent la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

### Lutte contre les changements climatiques

Toute la communauté internationale s'entend pour dire que nous devons réduire de manière significative les gaz à effets de serre dans le monde car si nous n'agissons pas dès maintenant tout notre écosystème sera bouleversé entraînant des effets néfastes pour l'humain et son environnement.

Les décisions prises par nos gouvernements (canadien, provincial, municipal) ont un impact direct sur l'environnement. C'est pourquoi, il doit y avoir une entente entre tous les gouvernements de tous les pays pour stopper l'augmentation des gaz à effets de serre. Et pour cela, nous devons faire tous les efforts requis pour réduire l'utilisation des énergies fossiles et les remplacer par des énergies vertes renouvelables.

Malheureusement, force est de constater que notre gouvernement est en train de mettre en place toutes sortes de mesures pour encourager l'exploration et l'exploitation des énergies fossiles.

En voici la démonstration :

Le [Rapport du Bape](#) sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent rendu public en décembre 2013 n'est pas réellement pris en compte.

Les nombreuses études environnementales stratégiques réalisées antérieurement et portées à l'attention de ce BAPE ainsi que les nombreux mémoires déposés lors de ces consultations n'ont pas démontré, selon la commission d'enquête, que l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans les basses-terres du Saint-Laurent, avec la technique de fracturation hydraulique, serait avantageuse pour le Québec en raison de l'ampleur des coûts et des externalités potentiels par rapport aux redevances perçues par le Québec. Voir autres conclusions sur les impacts majeurs de cette industrie sur l'environnement, la santé et les communautés en [page 395](#).

### Autres études environnementales stratégiques

Malgré les conclusions de ce rapport de plus de 500 pages, notre gouvernement lance à nouveau d'autres études environnementales stratégiques portant cette fois sur l'ensemble des

hydrocarbures incluant le golfe du Saint-Laurent, la Gaspésie, les basses terres du Saint-Laurent et l'île d'Anticosti. C'est un comité du gouvernement du Québec qui contrôle ces ÉES.

Ces démarches n'indiquent-elles pas que le gouvernement a l'intention d'ouvrir la porte toute grande à l'exploitation pétrolière et gazière, incluant le gaz de schiste? Ces études ne préparent-elles pas également le terrain pour établir les meilleures pratiques en vue d'élaborer la loi que l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures.

### **Politique énergétique :**

La politique énergétique 2016-2025, réalisée sous le gouvernement Marois et révélée en février 2014 par Le Devoir, a été appuyée sur des consultations publiques et l'analyse de plus de 460 mémoires. Cette politique proposait notamment un virage ambitieux dans notre façon de consommer l'énergie en passant par une réduction drastique de notre dépendance aux énergies fossiles.

Sans faire fi de cette politique, le gouvernement Couillard décide toutefois de reprendre l'exercice cette fois-ci, à partir de la tenue de 4 tables rondes d'experts, choisis par le gouvernement, et venant pour la plupart de gens extérieurs au Québec et souvent favorables aux hydrocarbures. Peu de temps est alloué en soirée sur place pour les citoyens et organisations qui voulaient se faire entendre (5 minutes par intervention), des avis envoyés par le web étaient également possibles.

On peut se demander si cette dernière politique énergétique qui guidera les décisions de l'État pour la prochaine décennie et engagera des milliards de dollars en investissements saura dégager une vision énergétique respectueuse de notre environnement et lutter efficacement contre les changements climatiques?

Pendant ce temps, et même avant même que la politique énergétique ne soit adoptée, on fore à Gaspé, à Anticosti ....

### **Acceptabilité sociale**

Notre gouvernement tient un discours souvent contradictoire, selon le public auquel il s'adresse (entreprises, citoyens, gens du gouvernement des autres provinces ou à l'étranger). On entend souvent de ce gouvernement l'importance de développer la filière des hydrocarbures pour assurer notre développement économique, notre indépendance énergétique et pour créer de nombreux emplois. Selon lui, notre sous-sol contient un potentiel extraordinaire. À l'opposé, on se targue d'être à l'avant plan pour la protection du climat en ne pouvant donner comme seul exemple la taxe sur le carbone «volontaire».

Et que dire des lobbyistes engagés par des compagnies pétrolières qui tentent par toutes sortes de moyens à influencer les orientations de nos gouvernements provincial et municipal pour qu'ils soient favorables au transport du pétrole, au développement des hydrocarbures, pour que

les lois et règlements favorisent ce développement. On veut aussi obtenir l'appui du gouvernement afin que tous ces projets soient «acceptables» chez les populations concernées.

Malgré tous les efforts de marketing employés par l'industrie des hydrocarbures et par nos gouvernements, les citoyens ne sont pas dupes, et n'accepteront jamais que les terres agricoles, l'air, l'eau et leur santé soient compromises par le développement de la filière des hydrocarbures et de leur transport, que ce soit par train, bateau, voie ferrée, oléoducs, gazoducs, etc.

### **Retombées économiques**

Le gouvernement ne peut chiffrer noir sur blanc les retombées économiques (emplois...) et les coûts générés par l'exploration, l'exploitation des hydrocarbures et les risques qui y sont associés : contamination des eaux et des terres, fuites de méthane, accidents ferroviaire, etc.

On nous laisse pourtant entendre que nos réserves en hydrocarbures sont un potentiel extraordinaire de richesse collective.

Alors que des milliards de dollars sont investis dans le Plan Nord, combien de dollars sont investis dans les énergies renouvelables?

Pourtant au Québec nous aurions 500 entreprises spécialisées dans les technologies propres, dont 70 % sont connectées à l'étranger. Mais il est toutefois difficile pour ces entreprises de vendre leur produit au Québec ou au Canada.

Le gouvernement du Québec peut-il faire plus pour aider nos entreprises en technologies propres à devenir des leaders ici et à l'international ?

### **En conclusion :**

Notre gouvernement a la responsabilité et le devoir de nous protéger, d'assurer notre sécurité, de veiller à préserver notre santé, la qualité de notre environnement, de notre eau, de notre air.

Notre gouvernement, s'il veut protéger notre climat, se doit de laisser les énergies fossiles dans la terre et ne pas encourager le développement des hydrocarbures en permettant leur transport de l'Alberta vers le Québec.

Notre gouvernement se doit d'encourager le développement des énergies vertes responsables par des investissements qui se traduiront par la création d'emplois stables.

Notre gouvernement doit faire la promotion des énergies vertes responsables auprès des citoyens afin que ceux-ci réduisent leur consommation d'hydrocarbures et adoptent des comportements responsables.

Notre gouvernement doit se positionner comme un leader des énergies renouvelables de la lutte contre les changements climatiques et cela, en posant des gestes concrets car les citoyens le jugeront sur ces actes et non sur ses paroles.

*« Il importe d’agir, c’est ce que nos populations et nos enfants attendent de nous »* a déclaré le premier ministre Couillard lors de son discours au sommet de la Conférence des gouverneurs et des premiers ministres des Grands-Lacs et du Saint-Laurent, forum qui vise notamment à protéger la plus grande source d’eau douce au monde et à améliorer les échanges économiques.

Les citoyens attendent donc de notre gouvernement des gestes responsables qui garantissent le bien-être et la santé de nos populations et de notre environnement pour les générations à venir.

La question climatique doit être au cœur de la future politique énergétique du Québec dit Mme Catherine Potvin, professeure à l’Université McGill et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l’atténuation des changements climatiques. Selon elle, la prise en compte de cet aspect remettrait en question les projets d’exploration d’énergies fossiles. *« Il faut vraiment que le Québec se pose la question, souligne-t-elle. Est-ce qu’il est possible d’être un leader dans la lutte contre les changements climatiques tout en souhaitant exploiter le pétrole? Il faut se poser la question. Il faut regarder la stratégie énergétique pour évaluer la cohérence des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec la politique énergétique. »* Source : Le Devoir, 18 avril 2015, Où s’en va le Québec énergétique?, Alexandre Shields.

Lise Houle